

# Les réseaux scientifiques de lutte contre la désertification

#7



© CARI

Les réseaux scientifiques ont leur importance dans la LCD. En effet, l'échange entre scientifiques et un travail en commun entre les chercheurs et les autres acteurs impliqués (ONG, collectivités territoriales, etc...) est nécessaire étant donné que le thème de la désertification est un objet d'étude complexe, encore sujet à certaines controverses, qu'une approche simultanée des questions socio-économiques et biophysiques s'avère essentielle et que certaines connaissances et pratiques restent à approfondir.

## La nécessité de la recherche scientifique dans la lutte contre la désertification

Il est nécessaire de mobiliser la recherche scientifique dans la LCD afin de comprendre un phénomène complexe, avec des acceptions multiples, pour mettre en place des moyens de lutte efficaces et l'anticiper. Elle est donc fortement sollicitée et encouragée au sein de la CNULCD. En effet, la Convention a pour objectif stratégique de devenir une autorité scientifique et technique mondiale de référence concernant les thématiques de la DDTs. A cet effet, un centre de gestion des connaissances (Knowledge Hub) a été créé suite à la décision prise à la COP 10 permettant de regrouper, structurer et délivrer les informations relatives à la DDTs. Lors de la COP 12, un portail du savoir scientifique (Scientific Knowledge Brokering Portal) a été mis en place afin de regrouper les connaissances de partenaires sur des sujets tels que les nombreuses bonnes pratiques et études de cas de GDT collectées par WOCAT. Ceci a permis la création d'un véritable réseau de réseaux scientifiques (Roster of Experts) facilitant la mutualisation des savoirs.

La recherche scientifique a de nombreux rôles dans la LCD:

- Production des connaissances scientifiques sur les processus;
- Production d'informations technologiques sur les techniques de lutte et la GDT;
- Evaluation et analyses;
- Pronostics, suivi et perspectives;
- Collecte et traitement de l'information;
- Contribution à la formation;
- Appui dans la prise de décision;
- Accompagnement des acteurs locaux.

**Pour approfondir**

Des informations plus complètes sur le rôle des réseaux scientifiques de la CNULCD dans la fiche #2 - " La CNULCD " et sur ses apports dans la fiche #5 - "Les raisons et les perspectives de l'investissement en zones arides "

## La collaboration recherche-développement

La recherche scientifique, en particulier la coopération scientifique, a fortement évolué au cours des années pour tendre vers plus de participation et d'interdisciplinarité. Si au départ (vers les années 1960), la recherche scientifique s'effectuait principalement du haut vers le bas avec une coopération de substitution plutôt que scientifique (les nouveaux Etats décolonisés restaient sous la dépendance des Etats colonisateurs étant donnée leurs capacités nationales de recherche limitées), les réseaux scientifiques d'aujourd'hui permettent une coopération entre les différents acteurs malgré l'effondrement des systèmes de recherche dans beaucoup de pays du sud. Aujourd'hui, la recherche se fait en partenariat avec les scientifiques du sud et le montage de tout projet de recherche pour le développement implique un montage multi acteurs. C'est cette approche participative qui va permettre d'utiliser la recherche scientifique dans des stratégies de développement. En effet, la prise en compte des besoins locaux va diriger les recherches vers les priorités des populations et va permettre aux utilisateurs de s'approprier les outils ou méthodes élaborées. Par exemple, les scientifiques vont approfondir et diffuser des méthodes de gestion durable des terres en association avec les actuels utilisateurs des terres qui seront des outils de LCD. Ils vont aussi intensifier la recherche sur les prévisions pour permettre aux populations locales d'accroître leur résilience et de se préparer à différents phénomènes climatiques.

### La surveillance environnementale

Selon l'OSS, la surveillance environnementale est «l'ensemble des activités d'observation de l'état de l'environnement et de son évolution spatio-temporelle» qui intègre des aspects écologiques et socio-économiques. Elle permet de récolter, de traiter et de diffuser les informations utiles à la prise de décision et à la réduction des risques. En effet, elle implique la mise en place d'observatoires (nationaux et régionaux) et de systèmes d'alerte précoce afin de limiter la vulnérabilité des populations et des écosystèmes aux événements climatiques (par exemple, aux épisodes de sécheresses). Ses activités principales sont:

- La collecte régulière des données et le contrôle de leur fiabilité;
- La production d'indicateurs chiffrés, de cartes, de statistiques ou de graphiques;
- L'analyse de l'évolution spatio-temporelle des changements;
- La mise à disposition et le partage des connaissances.

Elle est effectuée de manière participative en mobilisant de nombreux acteurs: les décideurs en charge des politiques de gestion des ressources naturelles, les techniciens et scientifiques et les populations locales qui participent à la collecte des données environnementales. Dès 1994, le ROSELT (29 observatoires sur 11 pays) a été initié, composé de plusieurs observatoires d'Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est, permettant un suivi scientifique et statistique de l'environnement. Certains de ces dispositifs d'observation fonctionnent encore et de nombreux produits de gestion de données (comme le système d'information sur l'environnement à l'échelle local (SIEL) qui modélise la structure d'un territoire ainsi que le fonctionnement et l'évolution d'un système à une échelle de temps donnée) et de produits d'aide à la décision en ont été issus. Les objectifs principaux du ROSELT étaient à la fois la compréhension des interactions entre les populations et leur environnement au niveau local mais aussi de répondre aux besoins des acteurs en matière de gestion des ressources naturelles et d'élaboration des politiques environnementales aux échelles locales, nationales ou régionales.

La participation des populations locales se révèle indispensable dans la mise en œuvre de projets de recherche-développement en permettant d'obtenir et de diffuser de nombreuses informations, de connaître et de s'adapter aux pratiques des populations afin de garantir la réussite des projets. Le Niger et le Mali, au vu des avancées considérables réalisées dans le ROSELT, ont d'eux-mêmes augmentés le nombre d'observatoires au niveau national. Ainsi le Mali a actuellement un Réseau National de Surveillance Environnementale qui compte pas moins de 17 observatoires. Au Niger, la cellule ROSELT a été, par décret présidentiel, instituée en un Centre National de Suivi Environnemental et Ecologique. Le nombre d'observatoires est passé, de ce fait, à 9 observatoires.

## Les grands chantiers

Actuellement la recherche scientifique en lien avec la LCD est focalisée sur quelques thématiques spécifiques : les problèmes de sécurisation foncière, l'intensification écologique de la production, l'accroissement de la résilience des écosystèmes, la restauration des terres, la démographie, les migrations... Cependant, aujourd'hui, les thématiques les plus visibles concernent la télédétection et le rôle du carbone dans les sols.

### La télédétection

Selon le CSFD, la télédétection «est l'ensemble des appareils et des techniques produisant des images satellitaires ou aériennes permettant d'obtenir de l'information sur la surface terrestre —dont l'atmosphère et les océans— sans contact direct avec elle». Les informations obtenues par les images acquises par satellites doivent être validées par des observations de terrain.

La télédétection permet de suivre la désertification en donnant accès à des données concernant les indices de végétation, la température de surface ou l'humidité des sols. Elle recoupe donc les indicateurs choisis par la CNULCD tels que le pourcentage des terres dégradées par rapport à l'ensemble des terres, le taux de couverture végétale et l'évolution des stocks de carbone dans les sols et en surface. Elle permet aussi de fournir des bulletins météorologiques de court et de moyen terme (bulletins d'alertes) permettant une adaptation de la part des populations et une bonne gestion des ressources naturelles.

Les pratiques de télédétection sont en forte croissance dues aux progrès technologiques, à l'évolution des compétences et à la baisse des coûts industriels. La quantité d'informations obtenues à partir de la télédétection croît donc de façon importante. Ceci peut permettre un meilleur suivi des actions de LCD mais aussi être utilisée à des fins de sensibilisation sur la GDT.



© CARI

## Le carbone dans les sols

La recherche se focalise actuellement sur le cycle du carbone et les bienfaits de sa séquestration dans les sols afin d'améliorer leur fertilité et en même temps d'atténuer les changements climatiques. En effet, le carbone constitue 50% de la matière organique des sols qui est un élément essentiel de croissance des cultures. Les régions sèches se révèlent pauvres en carbone organique étant donné leur faible productivité mais les activités humaines peuvent influencer le contenu en matière organique des sols grâce à leur gestion durable. La recherche scientifique vise donc à comprendre le cycle du carbone et les effets des différentes pratiques sur les processus de stockage. Elle a permis l'adoption du stock de carbone organique dans les sols comme indicateurs de nombreuses conventions internationales telle que la CNULCD. Plus précisément, la teneur en carbone organique des sols est un indicateur du bon fonctionnement des sols du fait des conséquences d'un appauvrissement de sa teneur sur la sécurité alimentaire et l'environnement. Etant donné la capacité des sols à stocker du carbone organique (puits terrestre), il est nécessaire d'encourager des pratiques de séquestration du carbone afin d'atténuer le changement climatique comme il a été confirmé avec les ODD (en particulier la cible 15.3 sur la NDT) mais aussi afin de conserver la diversité biologique et lutter contre la désertification et l'insécurité alimentaire.

### Rôles, actions et bénéfices de la matière organique du sol

Source: CSFD (2013), Le carbone dans les sols des zones sèches : des fonctions multiples indispensables, Dossiers thématiques, n°10, p.10.

Rôles	Actions	Bénéfices
Physique	Structure, porosité	- Pénétration de l'eau et de l'air - Stockage de l'eau - Limitation de l'hydromorphie - Limitation du ruissellement - Limitation de l'érosion - Limitation du tassement - Réchauffement
	Rétention en eau	- Meilleure alimentation hydrique
Biologique	Stimulation de l'activité biologique (vers de terre, biomasse microbienne)	- Dégradation, minéralisation, réorganisation, humification - Aération
	Décomposition, minéralisation	- Fourniture d'éléments minéraux (N, P, K, oligo-éléments...)
Chimique	Capacité d'échange cationique	- Stockage et disponibilité des éléments minéraux
	Complexation des éléments traces métalliques	- Limitation des toxicités (Cuivre par ex.)
	Rétention des micro-polluants organiques et des pesticides	- Qualité de l'eau

## Pour aller plus loin

- CSFD (2007), Sciences et société civile dans le cadre de la lutte contre la désertification, Dossiers thématiques, n°6, accessible ici: <http://www.csf-desertification.org/dossier/item/dossier-sciences-et-societe-civile>
- CSFD (2016), Surveiller la désertification par télédétection, Dossiers thématiques, n°12, accessible ici: <http://www.csf-desertification.org/dossier/item/surveiller-desertification-teledetection>
- CSFD (2013), Le carbone dans les sols des zones sèches, Dossiers thématiques, n°10, accessible ici: <http://www.csf-desertification.org/dossier/item/dossier-carbone-sols-zones-seches>
- OSS (2014), Plaidoyer pour la surveillance environnementale, accessible ici: <http://www.oss-online.org/sites/default/files/fichier/Plaidoyer-SE.pdf>
- <http://knowledge.unccd.int/>
- <http://www2.unccd.int/actions/global-land-outlook-glo>
- <http://www.fao.org/nr/lada/>

# DesertNet International

#7.1

## Présentation

DesertNet International (association «réseau pour la recherche internationale sur la désertification») a été créé à la suite de European DesertNet (réseau européen pour la recherche mondiale sur la désertification).

## Les activités

Elle a pour objectif de «générer et d'améliorer les connaissances et la compréhension des processus biophysiques et socio-économiques concernant la désertification». Elle est à la fois:

- **Un réseau multidisciplinaire:**

- o Plateforme de discussions entre les scientifiques afin d'identifier les thématiques de recherche;
- o Identification de l'état de la recherche scientifique sur les sujets principaux concernant l'état de la désertification, l'évaluation des risques, l'atténuation et la restauration des terres;
- o Identification et articulation des motivations économiques et des conséquences socio-économiques de la désertification;
- o Vulgarisation et diffusion des recherches scientifiques;
- o Travail sur et dans les zones affectées dans le monde.

- **Un think-tank: collaboration avec les décideurs politiques et autres parties prenantes:**

- o Identification de consensus minimaux sur les connaissances;
- o Evaluation du savoir scientifique des parties prenantes et des décideurs politiques;
- o Dissémination des connaissances;
- o Réponses aux besoins d'état des lieux et d'informations;
- o Traduction des connaissances scientifiques afin d'améliorer la gouvernance;
- o Identification des problématiques prioritaires pour les parties prenantes et les politiques publiques.



Actuellement, deux groupes de travail sont constitués concernant l'économie de la dégradation des terres (coûts, etc...) et la restauration des terres arides (méthodes de restauration végétales et GDT en zones sèches).

## La gouvernance

L'association est composée de plusieurs organes:

- **L'Assemblée Générale:** pouvoir de décision au sein de l'association qui se réunit une fois tous les deux ans;
- **L'Assemblée Générale Extraordinaire:** convoquée en cas de circonstances exceptionnelles;
- **Le Comité Directeur:** composé de 13 scientifiques élus par l'AG. Organise et supervise les recherches et les groupes de travail;
- **Le Conseil Consultatif:** composé de 11 scientifiques afin de donner des conseils;
- **Le Bureau:** composé du président, du vice-président, du secrétaire général et du trésorier élus pour 2 ans renouvelables;
- **Le Conseil des utilisateurs:** ouvert aux institutions souhaitant devenir des utilisateurs finaux des résultats des activités de l'Association.

Tout scientifique ayant approuvé la déclaration de DesertNet International peut être membre du réseau en tant qu'individu et non en tant que représentants d'une institution quelconque. Des observateurs peuvent participer aux réunions de l'association: représentants d'institutions nationales et internationales, experts de haut niveau et étudiants.

## Publications majeures

- Dixon JL, Stringer LC (2015), *Towards a theoretical grounding of resilience assessments for application in smallholder farming systems.*
- Knerr, B. (1998), *The Impacts of Labour Migration on the Sustainability of Agricultural Development in Arid Regions.*
- Kusserow, H. (2000), *Suivi des ressources naturelles. Etude d'indicateurs de la désertification à partir de l'imagerie satellitale.*



Niger 2007 © CARI

## Sources

- [www.desertnet-international.org/index.php](http://www.desertnet-international.org/index.php)



# L'Observatoire du Sahara et du Sahel

#7.2

## Présentation

L'OSS est une organisation intergouvernementale autonome qui regroupe 23 pays africains, 6 pays du Nord, cinq organisations africaines sous régionales, des organisations internationales du système des Nations-Unies et 3 de la société civile (dont le CARI et le ReSaD).

## Les activités

L'OSS a pour mission d'offrir une plateforme pour le partenariat Nord-Sud au service de ses États et organisations membres dans les domaines de la production, de la gestion, du partage et de la diffusion de l'information utile à la gestion durable des ressources naturelles et à l'adaptation aux mutations environnementales. Elle agit donc comme facilitateur avec ses membres en contribuant au renforcement de leurs actions sans se substituer à eux.

En 2012, la stratégie d'action de l'OSS à l'horizon 2020 a été adoptée par l'Assemblée générale. Elle compte 2 axes d'action principaux:

- **Un axe scientifique et technique** organisé autour de trois sous axes: «Eau», «Environnement/Terre» et «Interactions Climat, Services Ecosystémiques et Sociétés»;
- **Un axe informationnel** sur la gestion et le partage des connaissances et le positionnement de l'OSS dans le contexte africain et international.

## La gouvernance

L'OSS est composé de plusieurs organes:

- **L'Assemblée Générale:** Elle définit les orientations stratégiques et les activités de l'organisation. Elle réunit l'ensemble des membres et des partenaires une fois tous les quatre ans et élit les membres du Conseil d'administration pour un mandat de quatre ans;
- **Le Conseil d'Administration:** adopte les budgets et programmes d'activités lors de sa session annuelle;
- **Le Comité d'Orientation Stratégique:** apporte un appui stratégique à l'organisation;
- **Le Secrétariat Exécutif:** gère les activités de l'organisation.

## Les principales réalisations

Depuis vingt-cinq ans, l'OSS a coordonné de nombreux projets et a été impliqué dans plusieurs activités au service de ces pays membres:



- Conception de dispositifs de surveillance environnementale dans la région circum-saharienne et initiation de dispositifs nationaux grâce au programme ROSELT et les projets REPSAHEL, MENA DELP et BRICKS;
- Développement des outils de suivi-évaluation et d'observation environnementale: élaboration de systèmes de suivi-évaluation, acquisition d'équipements spécifiques, renforcement des capacités notamment à travers la formation, la sensibilisation et la diversification des canaux de communication, etc.;
- Elaboration de produits cartographiques à l'échelle locale, nationale et régionale et mise en place de systèmes d'information;
- Elaboration de documents scientifiques et techniques (guides, synthèses, modules de formation, rapports, etc.);
- Définition de programmes sur les ressources en eaux transfrontalières en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est et des outils scientifiques et techniques de gestion (bases de données, modèles, cartographies, télédétection, etc.) dans le cadre des projets SASS, GICRESAIT et IGAD. Pour cette activité, le grand prix mondial Hassan II pour l'eau lui a été décerné en 2012;
- Appui et participation à de nombreuses initiatives régionales et internationales telles que l'IGMVSS (Programme BRICKS), GMES& Africa, les processus de NDT (CNULCD), la mise en œuvre des objectifs d'Aichi (CDB);
- Accréditation auprès de différents Fonds Climat (Fonds pour l'Adaptation, Fonds vert pour le Climat) et appui à ses pays membres pour accéder à ces différents fonds;
- Mise en place d'une cellule de Suivi-Veille-Pro prospective au sein de l'OSS pour valoriser les connaissances acquises et disponibles (fonction Observatoire de l'OSS).

## Publications majeures

L'ensemble des publications sont disponibles sur [www.oss-online.org](http://www.oss-online.org) avec notamment l'accès aux:

- Atlas des cartes d'occupation du sol ou de végétation par pays;
- Publications sur la surveillance environnementale (synthèses, guide technique, plaidoyer, etc.);
- Publications sur la gestion intégrée et concertée de la ressource en eau.

## Sources

- OSS (2004), Conception, organisation et mise en œuvre de ROSELT / OSS, Document scientifique, n°1, accessible ici: [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers10-02/010036815.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-02/010036815.pdf)
- OSS (2012), Stratégie 2020 de l'OSS, accessible ici: [http://www.ossonline.org/sites/default/files/fichier/strategie\\_2020.pdf](http://www.ossonline.org/sites/default/files/fichier/strategie_2020.pdf)
- [www.oss-online.org](http://www.oss-online.org)
- [www.oss-online.org/fr/publications](http://www.oss-online.org/fr/publications): Atlas des cartes d'occupation du sol par pays ou de nombreuses publications sur la surveillance environnementale (synthèses, guide technique, plaidoyer, etc.)





# Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

#7.3

## Présentation



Le CILSS a été créé en 1973 suite aux sécheresses ayant touchées durement le Sahel dans les années 1970. A ce jour, il dispose de 13 Etats membres: Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

Le CILSS a pour mandat la recherche d'un nouvel équilibre écologique au Sahel grâce à la recherche de la sécurité alimentaire et de la lutte contre les effets de la sécheresse et de la désertification. A cette fin, le comité agit dans l'élaboration de politiques, dans le renforcement de la coopération scientifique et technique, la gestion des informations, le renforcement des capacités des acteurs, la capitalisation et la diffusion des expériences et accompagne la mise en œuvre de projets ou politiques. Il est composé de trois structures: **un secrétariat exécutif** (pilotage, coordination et suivi du système), **le centre régional AGRHYMET** (renforcement de capacités des acteurs et production et diffusion d'informations) et **l'institut du Sahel** (coopération scientifique et technique dans le domaine de la recherche).

## Les objectifs

Afin de mettre en œuvre son mandat, le CILSS a plusieurs objectifs opérationnels:

- L'amélioration de la sécurité alimentaire au Sahel grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et de la démographie (suivi des échanges de produits agricoles et agroalimentaires);
- Le renforcement de la maîtrise de l'eau;
- Le développement de marchés nationaux et régional afin de faciliter les échanges de produits agricoles et agroalimentaires.



© CARI

## Les activités

Ses activités se répartissent en cinq pôles:

- **Appui à la définition et à la mise en œuvre de politiques sectorielles relatives à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la dégradation des terres et la désertification au Sahel:** appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux de l'espace CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et aux actions du NEPAD;
- **Formations:** au sein du centre régional AGRHYMET des formations de base et continues concernant la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique sont dispensées;
- **Information:** base de données, production d'informations et veille sur la sécurité alimentaire;
- **Recherche et capitalisation:** au sein de l'Institut du Sahel, de nombreuses recherches scientifiques sont réalisées;
- **Projets pilotes multi-pays:** participation au sein de projets multi-acteurs grâce à son expertise.



Mali © CARI

### Sources

- CILSS (2013), Aperçu des principales réalisations du CILSS de 1973 à 2013 [www.cilss.bf/pdf/realisationsCILSS.pdf](http://www.cilss.bf/pdf/realisationsCILSS.pdf)
- [www.cilss.int](http://www.cilss.int)



# Le Comité Scientifique Français de la Désertification

#7.4

## Présentation



Le CSFD a été créé en 1997 par les ministères français impliqués dans la CNULCD (ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie et ministère de la Coopération). Cependant, le CSFD agit comme un organe indépendant en donnant des avis consultatifs. Il a un rôle d'expertise, de conseil et d'appui aux instances politiques françaises et internationales. Les membres, au nombre d'une vingtaine, sont des scientifiques nommés par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour une durée de trois ans.

## Les objectifs

Il doit agir dans:

- **La mobilisation de la communauté scientifique française compétente** en matière de désertification, de dégradation des terres et de développement des régions sèches afin de produire des connaissances et de procurer des conseils aux décideurs politiques et aux acteurs de la lutte contre la désertification;
- **Le renforcement du positionnement de cette communauté** dans le contexte international;
- **La contribution à la diffusion et à la valorisation des connaissances scientifiques.**



2012 © CARI

## Les activités

A cette fin, le CSFD permet de créer des liens entre les scientifiques et la société civile par divers procédés:

- Publication de dossiers thématiques sur un ensemble de sujets: la télédétection, le carbone dans les sols, le pastoralisme, l'investissement en zones arides, etc.
- Contribue à des formations et à des enseignements destinés à des étudiants, des écoliers ou à des acteurs de terrain;
- Organisation et participation à divers évènements: séminaires, débats, expositions, etc.
- Publication de documents sur des sujets d'actualité tels que la GMV;
- Mise à disposition des publics des informations au travers d'un site internet en français et en anglais;
- Interventions auprès d'une variété de médias: presse écrite, radio, télévision, etc.

Le CSFD travaille en étroite collaboration avec des ONG françaises, en particulier au sein du GTD dont il est membre avec plusieurs ONG et collectivités françaises.

## Travaux actuels

Actuellement, le CSFD axe principalement ses travaux sur:

- La NDT;
- La GMV;
- La télédétection;
- Le carbone dans les sols;
- Les indicateurs d'impacts locaux des projets de LCD.

## Publications majeures

- Les Dossiers thématiques du CSFD, accessibles ici: <http://www.csf-desertification.org/dossier>



2012 © Antoine Cornet

## Sources

- [www.csf-desertification.org](http://www.csf-desertification.org)



# WOCAT

#7.5

## Présentation

WOCAT est un réseau international de spécialistes de la GDT établi en 1992. Celui-ci favorise une utilisation plus efficace des savoir-faire existants et, par conséquent, des fonds de développement. Ainsi, WOCAT permet d'une part, d'optimiser la mise en œuvre des pratiques de GDT appropriées et d'autre part, d'éviter la duplication des efforts. Ce réseau est organisé d'une manière décentralisée à travers des initiatives nationales et régionales et est composé d'experts de la GDT, de chercheurs et de décideurs. Il est officiellement reconnu par la CNULCD comme la base de données principale pour les bonnes pratiques de GDT et coopère avec plus de soixante institutions au monde (ministères, universités, ONG, organisations des Nations-Unies, etc.).

## Les objectifs

WOCAT a pour mission de soutenir l'adaptation, l'innovation et la prise de décision concernant la GDT:

- Construction et coordination d'un réseau mondial de spécialistes de la GDT;
- Développement d'outils et de méthodes standards pour la gestion des connaissances et le soutien à la prise de décision;
- Gérer les connaissances de bases sur la GDT et diffuser les informations à travers divers médias;
- Renforcer les capacités des acteurs impliqués (recherche, formations et enseignements).



Mali © CARI

## Les outils

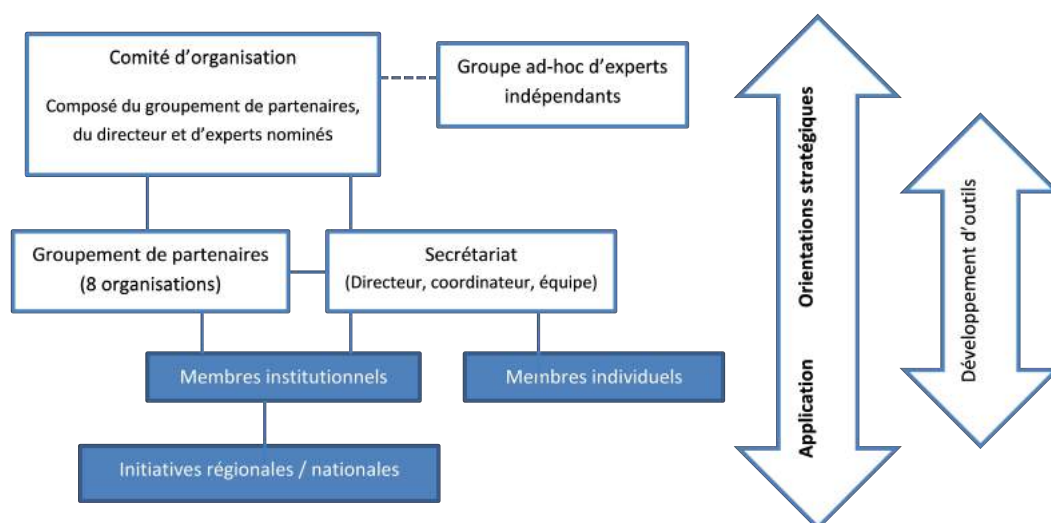
WOCAT a d'ores et déjà développé de nombreux outils de GDT:

- **Des questionnaires** pour évaluer les technologies et les différentes approches de GDT avec des modules concernant la pauvreté, la désertification ou le changement climatique;
- **Une base de données mondiale** pour stocker, rechercher ou échanger des pratiques de GDT (plus de 500 technologies et 250 approches de GDT répertoriées dans plus d'une cinquantaine de pays): cette base de donnée comporte de nombreuses études de cas classifiées selon des critères extrêmement variés afin de donner un aperçu riche et précis de chaque technologie et de chaque approche de GDT (les problèmes d'utilisation des terres sans GDT, les caractéristiques de l'environnement naturel et humain, les bénéfices et coûts de mise en œuvre et de maintenance, le niveau d'adoption de la technologie ainsi que ses impacts, etc.);
- **Un outil de cartographie** pour une évaluation régionale et locale de la dégradation des terres et de GDT;
- **Un cadre de soutien à la prise de décision** pour la sélection et l'amélioration des bonnes pratiques.

## Publications majeures

- Liniger, HP., Mekdaschi Studer, R., Moll, P., Zander, U. (2017), *Making sense of research for sustainable land management*. Centre for Development and Environment (CDE), University of Bern, Switzerland and Helmholtz-Centre for Environmental Research GmbH – UFZ, Leipzig, Germany.
- Rima Mekdaschi Studer et Hanspeter Liniger (2013), *La collecte de l'eau: Directives pour de bonnes pratiques*, accessible ici: [https://www.wocat.net/fileadmin/user\\_upload/documents/Books/WaterHarvesting\\_lowresolution\\_F.pdf](https://www.wocat.net/fileadmin/user_upload/documents/Books/WaterHarvesting_lowresolution_F.pdf)
- WOCAT (2007), *Where the land is greener: case studies and analysis of soil and water conservation initiatives worldwide*.

## La gouvernance



## Sources

- [www.wocat.net](http://www.wocat.net)

